

L'HUMANITE

Tribune libre DROIT SOCIAL

Candidature de Muriel Pénicaud au poste de directrice générale du Bureau International du travail : un danger pour des millions de salarié-e-s dans le monde !

Créée en 1919, l'organisation internationale du travail fut dès le départ fondée sur le postulat qu'une paix universelle et durable ne pourrait se bâtir que sur la base de la justice sociale. Sa devise, « si tu veux la paix, cultive la justice », gravée dans les pierres de ses locaux à Genève, est aujourd'hui menacée par la candidature de Muriel Pénicaud à la direction générale de l'organisation.

Après avoir recasé son ancienne Ministre du travail comme représentante de la France auprès de l'OCDE, voilà qu'Emmanuel Macron la présente pour prendre la direction générale du Bureau International du Travail, tête de l'OIT.

Or, si une notion échappe à l'ex-Ministre du Travail, c'est bien celle de « justice », qu'elle soit sociale ou non.

Avant de prendre la tête du Ministère, Muriel Pénicaud, s'était faite remarquer en tant que DRH chez Danone. Non pour sa gestion sociale, mais par sa capacité à profiter de la souffrance des travailleuses et des travailleurs pour s'enrichir. En 2013, alors qu'elle s'apprêtait à licencier 900 personnes, dont 230 en France, Muriel Pénicaud a réalisé en une journée une plus-value boursière d'un montant de 1,13 millions d'euros. En clair, elle a spéculé sur des licenciements pour faire du fric, soit une prime de 1255 euros par poste supprimé.

Au royaume de la Macronie un tel pedigree n'est pas passé inaperçu, et Emmanuel Macron en a fait sa ministre du travail alors même que lors de son passage à la tête de Business France elle a commis plus de 670 infractions à la réglementation du travail.

Son bilan rue de Grenelle n'a rien à envier à ses années dorées chez Danone. De la fin des contrats aidés (400.000 emplois supprimés) à la casse du Code du travail, en passant par la réforme de la formation professionnelle et la réforme de l'assurance chômage, elle fut l'architecte en chef d'une politique de précarisation et de casse des droits des travailleuses et des travailleurs.

Au passage, et comme on n'est jamais mieux servi que par soi-même, l'ex-Ministre du travail a profité de la réforme de l'ISF pour récupérer la somme 62 000 euros. Au pays des riches, il n'y a pas de petites économies.

Dans une France confinée, où la priorité du gouvernement était à la reprise du travail au détriment même des conditions de sécurité des salarié-e-s, Muriel Pénicaud fut le bras armé d'un pouvoir autoritaire qui avait pour seul objectif d'entraver les inspectrices et inspecteurs du travail en piétinant ouvertement leur indépendance pourtant garantie par la convention internationale numéro 81 de l'OIT, signée en 1947.

Une entrave délibérée, et gravissime, qui a connu son paroxysme avec le cas de l'inspecteur du travail Anthony Smith. Alors qu'il intervenait, à la demande des salarié-e-s, dans une association d'aide à domicile pour obliger l'employeur à fournir, notamment, des masques aux salariés, la Ministre du travail, au mépris de toutes les règles, a sanctionné celui-ci après l'avoir mis à pied pendant plusieurs mois. Après des mois de mobilisations, syndicales, politiques et citoyennes, Anthony Smith fut réintégré et l'ancienne Ministre fait aujourd'hui l'objet d'une plainte déposée par plusieurs syndicats d'inspecteurs du travail devant le bureau international du travail pour entrave à leur indépendance.

Alors que l'OIT a pour objet de défendre les droits des travailleuses et des travailleurs, et de construire un « nouveau contrat social », la candidature de Muriel Pénicaud à sa tête est à la fois une provocation pour des millions de salarié-e-s mais aussi un signe très clair de la volonté du gouvernement français de poursuivre la casse des droits et la flexibilité du marché du travail à l'échelle mondiale.

Aussi nous, personnalités politiques, syndicales, associatives, intellectuelles exigeons le retrait de la candidature de Muriel Pénicaud au poste de directrice générale du Bureau International du travail.

Premier.es signataires : AKNIN Sarah-Loëlia SUD TAS ; ARIES Paul Politiste, directeur de l'Observatoire International de la Gratuité (OIG) ; AUBRY Manon Députée européenne LFI ; AUTAIN Clémentine Députée LFI ; BENOMAR Fatima Militante féministe ; BESANCENOT Olivier Porte-parole du NPA ; BILLARD Martine Ancienne députée, ancienne déléguée du personnel ; BOMPARD Manuel Député européen LFI ; BOUHAFS Taha Journaliste ; BROLLIN Bénédicte Syndicat des Avocats de France ; CAILLETAUD Marie-Claire Syndicaliste, conseillère au CESE ; CHAIBI Leila Député européenne LFI ; CHAMBONCEL Léa Journaliste CLAMME Cécile Secrétaire générale de la CGT TEFP ; COLIN Delphine Secrétaire nationale UFSE CGT ; COQUEREL Eric Député LFI ; DE COCK Laurence Historienne ; DE HARO Anne Juriste, Gauche Démocratique et Sociale ; DELECOURT Christophe Syndicaliste CGT ; DEVIN Paul Responsable syndical SNPI-FSU ; DUTEIL Simon Co-délégué de l'Union syndicale Solidaires ; EL GAMAL Alexandre Syndicaliste CGT ; FAUCILLON Elsa Députée communiste ; FIAT Caroline Députée LFI ; FILOCHE Gérard Ancien Inspecteur du travail, GDS ; FILOCHE Léa Adjointe à la mairie de Paris ; GARNIER Julie Conseillère régionale IDF ; GAUDIN Yann Lanceur d'alertes sur Pôle Emploi ; GELOT Didier Economiste, Fondation Copernic ; GHAZI Karl Fondation Copernic ; GLUCKSTEIN Daniel Secrétaire national du POID ; GONTARD Guillaume Président du groupe Ecologiste, Solidarité et Territoire du Sénat ; GUILBERT Murielle Co-déléguées générale de l'Union syndicale Solidaires ; HIRTZ Jean-Marie Président de Renaissance à Gauche, Adjoint au maire de Malzeville (54) ; HUEZ Dominique Médecin du travail, responsable association santé et médecine du travail ; JUMEL Sébastien Député communiste ; JURAVER Philippe Conseiller régional IDF, LFI et apparentés ; KHALFA Pierre Economiste, Fondation Copernic ; LACHAUD Bastien Député LFI ; LARRERE Mathilde Historienne ; LE-CORRE Gérald Inspecteur du travail, représentant CGT au Conseil d'Orientation des Conditions de Travail ; LEMONNIER Polo membre du secrétariat national de la FSU ; LOPEZ Nathalie Secrétaire de la fédération CNT-TEFP ; MARTINEZ Gaëlle Déléguée générale Solidaires fonction publique ; MARTY Christiane Fondation Copernic ; MECARY Caroline Avocate ; MELENCHON Jean-Luc Député LFI ; MERIAUX Pierre Adjoint au maire de Grenoble (38) ; MONVILLE Bénédicte Pdte du groupe PUCES (pour une communauté écologique et sociale) aggro Melun-Val de Seine élue d'opposition à Melun ; NICOLAS Jean-Marc secrétaire général de la CGT FERC Sup ; OBONO Danièle Députée de Paris, LFI ; PALHETA Ugo Sociologue ; PANOT Mathilde Président du groupe LFI à L'Assemblée nationale ; PELISSIER Jean-François Porte-parole d'Ensemble ! ; PERRET Patrice Solidaires retraités UNIRS ; PETIT Thomas SUD santé sociaux au CH du Rouvray ; PEU Stéphane Député communiste ; PILLAUD VIVIEN Pablo Journaliste ; PORTES Thomas Porte-Parole de Génération.s ; POUPIN Christine Porte-parole du NPA ; POUTOU Philippe Porte-parole NPA et candidat à l'élection présidentielle ; PRUDHOMME Loïc Député LFI ; QUATENNENS Adrien Député LFI ; QUINTIN Guillaume Secrétaire exécutif du Parti de Gauche ; REYNAUD Gilles Président de l'association Ma Zone Contrôlée, Syndicaliste SUD Energie ; ROMAGNAN Barbara Enseignante ; ROUSSEAU Sandrine Economiste et militante EELV ; RUBIN Sabine Députée LFI ; RUFFIN François Député de la Somme ; SENEQUE Brigitte Ancienne secrétaire de la FSU SNUTEFE ; SMITH Anthony Responsable syndical au Ministère du travail ; STERDYNIK Henri Economiste, les économistes atterrés ; SULTAN Philippe Fondation Copernic ; TAILLE-POLIAN Sophie Sénatrice et coordinatrice nationale Génération.s ; TAURINE Bénédicte Députée LFI ; THEBAUD MONY Annie Sociologue de la santé ; TROUVÉ Aurélie Economiste et militante d'ATTAC ; VERZELETTI Céline Responsable CGT ; VIEU Marie-Pierre Fondation Copernic ; VIRE Emmanuel Secrétaire général du Syndicat national des journalistes (SNJ-CGT).